

Les Télécommunications sont essentielles à la souveraineté, à l'accès aux services publics et au lien social. Une trentaine d'années après la privatisation du secteur, où en sommes-nous ?



Le secteur des télécommunications traverse une phase critique, marquée par des signaux alarmants chez les quatre grands opérateurs. Alors que les rumeurs de fusion ou de consolidation entre opérateurs se multiplient, aucune concertation publique n'est engagée pour déterminer ce qui serait le plus efficace pour l'emploi et sa valorisation, pour la nation et l'ensemble de sa population

Alors que les entreprises de Télécoms sont classées "d'importance vitale" par la Loi de Programmation Militaire, le "laisser-faire, laisser aller" des gouvernants est pour le moins surprenant.

Peut-on accepter que l'avenir du secteur réside dans le résultat de négociations entre le propriétaire de SFR, ses créanciers et des fonds de pensions ? Peut-on accepter que trois de nos opérateurs se comportent en rapaces qui dépècent le quatrième ? Peut-on accepter la guerre commerciale permanente, sa sous-traitance massive, son dumping social et sa qualité de service déplorable ?

Pourquoi ne pas réindustrialiser la France et l'Europe des Télécoms en organisant la coopération entre opérateurs, afin d'optimiser leur efficacité sociale et écologique ?

Malgré des discours patronaux alarmistes sur une "baisse de croissance", les opérateurs génèrent ensemble plus de 15 milliards d'euros de marge chaque année.

Orange a reversé l'intégralité de ses bénéfices (2 Mds d'Euros) à ses actionnaires. Bouygues Télécom a augmenté ses dividendes de 5,3 %, poursuivant 30 années de redistribution continue. Et les deux autres ne sont pas en restes. Pendant ce temps, les salaires stagnent, les investissements se font attendre, et les conditions de travail se dégradent.

La CGT FAPT dénonce une offensive patronale coordonnée, en anticipation d'une consolidation du secteur qui fait fi de l'intérêt général et des droits des travailleurs.



SFR doit vivre !

Face à une dette écrasante de 60 milliards d'euros, dont 24 milliards en France, SFR pourrait être vendu à la découpe. Pour la CGT il est hors de question de laisser SFR se faire dépecer au gré d'intérêts financiers contre les salarié.es et les détenteurs et détentrices de produits et services SFR.



Bouygues doit conserver ses emplois en France au lieu de se comporter en rapace !

Après avoir acquis La Poste Mobile, BouyguesTel lorgne sur SFR tout en assumant des délocalisation massives d'activités vers le Maroc et le Portugal. Une logique de dumping social qui vise à externaliser les coûts et à accroître les marges, au détriment de l'emploi en France.



Orange doit abandonner son projet Regain et retrouver son ADN de Service Public !

Regain est une restructuration majeure annoncée en plein été, ce qui montre déjà son caractère inavouable. Derrière sa Novlangue et ses faux-semblants, l'objectif réel de Regain est une nouvelle forte diminution de la "masse salariale".



La CGT FAPT appelle à la mobilisation

Face à l'urgence, la CGT FAPT lance un appel à l'unité des salarié-es de l'ensemble du secteur — maison-mère, filiales, prestataires, sous-traitants ...

Les propositions de la CGT FAPT

- ➡ L'appropriation publique et démocratique du secteur, avec une maîtrise nationale des réseaux.
- ➡ La création d'un véritable service public des Télécoms, garantissant l'accès universel à un réseau de qualité, sécurisé, durable et équitable.
- ➡ Une gouvernance démocratique associant salarié-es et collectivités locales.
- ➡ La mise en place d'un statut du travail salarié commun, garant de droits sociaux élevés pour toutes et tous.
- ➡ Le lancement d'un plan massif d'investissements publics, financé par une autre répartition des richesses.

